

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet TACTICAL DRIVING AND DYNAMIC RANGES	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6599-170018/A	Date 2016-12-06
Client Reference No. - N° de référence du client W6599-17-0018	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-535-7079
File No. - N° de dossier KIN-6-46094 (535)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-16	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Carriere, Nancy	Buyer Id - Id de l'acheteur kin535
Telephone No. - N° de téléphone (613)545-8764 ()	FAX No. - N° de FAX (613)545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE VCDS CHIEF OF DEFENCE STAFF 101 COLONEL BY DRIVE OTTAWA ON K1A0K2 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	14
A. OFFRE À COMMANDES	14
6.1 OFFRE.....	14
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	15
6.5 RESPONSABLES.....	15
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	16
6.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	16
6.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES ET INSTRUMENT DE COMMANDE.....	16
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
6.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
6.12 LOIS APPLICABLES	17
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	18
6.3 DURÉE DU CONTRAT.....	18
6.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
6.5 PAIEMENT	18
6.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	19
6.7 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	19
ANNEXE « A »	20

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ÉNONCÉ DES TRAVAUX	20
ANNEXE « B »	26
BASE DE PAIEMENT	26
ANNEXE « C »	28
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	28
ANNEXE « D »	29
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	29
ANNEXE «E».....	31
ENTENTE DE NON-DIVULGATION	31

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1 Le ministère de la Défense nationale a besoin qu'un offrant offre un cours de formation de conduite tactique et de champs de tir dynamiques, et ce, sur demande. La formation doit avoir lieu aux installations de l'offrant. Ce dernier doit fournir ces services en conformité avec l'Énoncé des travaux à l'annexe A, qui est joint au présent document.

Il est de l'intention du Canada d'émettre une offre à commandes individuelle et régionale pour cette demande.

L'offre à commandes subséquente couvrira la période allant de sa date d'octroi jusqu'à un (1) an plus tard et sera assortie d'une option irrévocable permettant d'en prolonger la durée pendant deux (2) périodes d'un (1) an.

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;

- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;

-
- d. le montant du paiement forfaitaire;
 - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
 - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (deux (2) copies papier)

Section II : offre financière (deux (2) copies papier)

Section III: attestations (une (1) copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W6599-170018/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin535

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Techniques obligatoires

Pour être jugée recevable, une soumission doit respecter tous les **critères techniques obligatoires**.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

LES OFFRANTS DOIVENT INDiquer LES NUMÉROS DE PAGES DE LEUR PROPOSITION QUI CORRESPONDENT À CHAQUE CRITÈRE.		Renvoi à la page de la proposition
O1	En ce qui concerne le cours de conduite tactique énoncé en 3.1, l'offrant doit démontrer dans sa proposition que l'instructeur a la capacité d'offrir l'instruction précisée dans l'annexe A, Énoncé des travaux. Pour ce faire, l'offrant doit fournir un plan de formation et des plans de cours.	
O2	En ce qui concerne le cours de conduite tactique énoncé en 3.1, l'offrant doit démontrer que l'instructeur a donné au moins quatre (4) cours de formation de conduite tactique dans les 60 derniers mois à compter de la date de clôture de l'invitation à soumissionner. L'offrant doit fournir les dates, le nom des clients, leurs coordonnées et le nombre de participants pour chaque cours.	
O3	L'offrant doit démontrer dans sa proposition que ses installations ont la capacité d'offrir le soutien nécessaire dans les secteurs énoncés à l'annexe A, Énoncé des travaux, 3.2 Tâches et installations des champs de tir dynamiques. Pour ce faire, l'offrant doit fournir un schéma de l'édifice, des photos, une description écrite ou une combinaison des trois sur la façon par laquelle il prévoit répondre à chacune des	

	exigences du point 3.2 avec son offre.	
--	--	--

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.1.2.2 Les soumissions financières seront évaluées selon le prix global fondé sur les utilisations estimatives fournies dans l'annexe B, Base de paiement.

4.1.2.3 Pour chaque année, le nombre estimatif de cours par année (colonne A) sera multiplié par le nombre estimatif de participants (colonne B), et le total des deux colonnes (AxB) sera multiplié par le prix ferme par participant (colonne C) pour obtenir un prix total par année. Les totaux pour l'année 1 et toutes les années d'option seront additionnés pour établir le prix évalué total de la soumission.

4.1.2.4 L'offrant doit proposer des prix conformément à l'annexe B, Base de paiement, ci-jointe, pour toutes les exigences relatives aux prix, y compris toutes les années d'option, et ces prix doivent être des taux fermes tout compris, ou sa soumission sera jugée non recevable et sera rejetée.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *[d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) –](#)*

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Travail

(http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2005 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « A ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées sur une base trimestrielle au responsable de l'offre à commandes.

La période de déclaration trimestrielle est définie comme suit :

- Premier trimestre : L'émission de l'offre à commandes au 31 mars;
- Deuxième trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Troisième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Quatrième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour faire des commandes subséquentes à l'offre à commandes est de délivrance au 31 décembre 2016.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée pour utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant offre de prolonger son offre pour une période additionnelle de deux (2) périodes d'un (1) an, aux mêmes conditions et aux taux ou les prix précisés dans l'offre à commandes, ou à un taux ou le prix calculé conformément à la formule précisée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Nancy Carrière
Titre : Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston, ON K7L 1X3
Telephone: 613-547-7587
Télécopieur : 613-545-8067
Courriel : nancy.carrière@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (À remplir par le fournisseur)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

6.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le vice-chef d'état-major de la défense du ministère de la Défense nationale.

6.8 Procédures pour les commandes et instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire à utiliser, par ex. PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc.

6.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000.00\$ (taxes applicables incluses).

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

6.11 Attestations et renseignements supplémentaires

6.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

[2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13 Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2016-04-04) Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période du contrat

La période pour faire des commandes subséquentes et la prestation de services à l'offre à commandes est de délivrance au 31 janvier 2018 inclusivement.

6.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.5 Paiement

6.5.1 Base de paiement

6.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.5.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;

-
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
 - e. Virement télégraphique (international seulement) ;
 - f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à la section intitulée « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne peuvent pas être présentées jusqu'à ce que tous les travaux indiqués dans la facture est terminé.

6.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D .

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 CONTEXTE

1.1 Les Forces armées canadiennes (FAC) ont besoin de la prestation professionnelle et en temps opportun d'un cours de conduite tactique et de l'infrastructure nécessaire pour organiser des champs de tir avancés et complexes pour son personnel militaire se préparant au déploiement et pour maintenir un état de préparation élevé. Tout le personnel militaire qui sera chargé de tâches de conduite au sein d'une équipe choisie doit recevoir une formation en lien avec cette compétence, dans un environnement contrôlé et approuvé. Compte tenu de l'afflux de techniques révisées utilisées lors de déploiements opérationnels, le nombre de membres du personnel militaire qualifiés dans ces pratiques changera en raison d'affectations et de la perte de compétences.

1.2 En raison de l'environnement particulier dans lequel le personnel militaire travaille, il est nécessaire que les membres des équipes reçoivent une formation sur les diverses pratiques de tir et de conduite tactique. Compte tenu des précautions et des restrictions en matière de sécurité qui sont requises pour administrer ce degré de formation, tout le personnel militaire désigné au sein d'une équipe déployable devrait avoir l'occasion de participer à une formation dans le domaine.

2.0 BUT ET PORTÉE

2.1 L'entrepreneur doit fournir toutes les installations, toutes les ressources et tous les instructeurs nécessaires pour un cours de conduite tactique et l'utilisation des installations pour organiser des champs de tir dynamiques. Le cours de conduite tactique permettra de dispenser aux membres du personnel militaire en voie d'être déployé l'ensemble de compétences nécessaires au cours des opérations de déploiement. De même, l'utilisation des champs de tir et de l'infrastructure pour appuyer le tir de campagne des équipes permettra aux FAC d'organiser diverses activités d'instruction en préparation aux opérations lors de déploiements.

2.2 L'entrepreneur doit être prêt à donner, sur demande, les cours décrits dans l'énoncé des travaux (EDT). Il doit assurer la prestation des services en Amérique du Nord, conformément aux conditions qui identifieront les exigences d'instruction spécifiques selon la liste des tâches identifiées dans l'EDT. Si possible, les FAC donneront un préavis de 60 jours à l'entrepreneur lorsqu'elles enverront les exigences.

3.0 EXIGENCES D'INSTRUCTION

3.1 TÂCHE 1 – COURS DE CONDUITE TACTIQUE

3.1.1 L'entrepreneur doit être prêt à dispenser une formation de conduite tactique pour un minimum de huit (8) et un maximum de seize (16) membres des FAC par cours, pour un maximum de trois (3) cours chaque année.

3.1.2 L'entrepreneur doit donner le cours de conduite tactique sur une période continue de quatre jours. Sur demande de l'autorité du projet, il y aura une période de repos d'une journée avant que les participants ne se rendent aux installations de champ de tir dynamique.

3.1.3 Le cours de conduite tactique doit répondre aux critères suivants :

3.1.3.1 Instruction pratique incluant, sans s'y limiter, la « conduite au-delà des limites de vitesse habituelles ».

3.1.3.2 Application pratique et solide incluant, sans s'y limiter :

- a. raccorder, tirer et/ou pousser un véhicule en panne sur la route/hors route;
- b. la conduite de véhicules à transmission manuelle et automatique. Au moins 50 % des véhicules utilisés doivent être à transmission manuelle et doivent être des formats suivants :
 - i. voiture de petite taille/moyenne;
 - ii. véhicule utilitaire sport (VUS) à centre de gravité élevé;
 - iii. camionnette à centre de gravité élevé.

3.1.3.3 Manœuvres d'évacuation évasives comprenant les virages en « J » et « Y » d'un et de deux véhicules, chaque participant devant les réussir au moins trois fois;

3.1.3.4 Manœuvres d'« impact » et d'« éperonnage », chaque participant devant les réussir au moins trois fois avec un minimum de trois;

3.1.3.5 La conduite dans l'obscurité totale ou partielle. (Des lunettes de vision nocturne (LVN) seront fournies par les FAC pour cette partie);

3.1.3.6 Transition de routes pavées à des routes de terre (ou semblables) et vice versa. Les conducteurs doivent pouvoir effectuer cette tâche sous pression. Les conducteurs doivent démontrer qu'ils ont la compétence nécessaire pour effectuer cette tâche avant de passer à la confirmation des capacités basée sur un scénario qui aura lieu le dernier jour;

3.1.3.7 Conduite d'un véhicule doté d'un système de freinage antiblocage (ABS) et conduite d'un véhicule non doté de ce système;

3.1.3.8 Conduite d'un véhicule sur des surfaces glissantes/mouillées

3.1.3.9 Manœuvres et pratiques de conduite d'urgence dans le cas où on est confronté à un conducteur frappé d'incapacité et qui ne se conforme pas (mort simulée);

3.1.3.10 Pratiques de conduite conventionnelles et acceptables dans des environnements de congestion extrême;

3.1.3.11 Techniques de « blocage » d'urgence du deuxième/troisième véhicule.

3.1.4 Les scénarios d'instruction du cours de conduite tactique doivent comprendre les éléments suivants :

3.1.4.1 Scénarios basés sur deux et trois véhicules. Les tactiques de protection rapprochée (CPP) ne s'appliquent pas à nos méthodes de fonctionnement puisque, la plupart du temps, nous utilisons deux/trois véhicules, le « colis » se trouvant dans le véhicule du milieu ou de queue. Lorsqu'il y a deux véhicules, si le véhicule de queue est poursuivi par un ennemi, les véhicules de tête et de queue changent de positions. Un des membres nommé parmi les participants apportera les modifications nécessaires à la piste prévue au contrat en fonction des pratiques et procédures de fonctionnement

(tactiques, techniques et procédures - TTP) discutées le premier jour du cours, pour allouer suffisamment de temps pour ajuster les scénarios et les contextes.

3.1.4.2 Les situations des scénarios doivent comprendre les suivantes :

- a. piste la plus achalandée possible (en respectant les normes attendues quant aux contraintes budgétaires) pour simuler le travail dans une zone urbaine, où les véhicules et les piétons ne sont pas tous signalés comme une menace
- b. traversée de la piste dans des véhicules de la catégorie de poids déterminée antérieurement, à transmission manuelle et à transmission automatique;
- c. les candidats conduiront dans l'intention de se mêler à la circulation du point A au point B jusqu'à ce qu'ils rencontrent une menace. Une fois qu'une menace sera déterminée, les conducteurs exécuteront les techniques de conduite agressives contrôlées apprises et pratiquées;
- d. application « force contre force » en utilisant des cartouches de marquage FX d'armes légères (pistolet et/ou équivalent de C8);
- e. le véhicule de queue, qui contient le colis, est poursuivi agressivement et le véhicule de tête doit se placer à l'arrière et procéder à des techniques de blocage;
- f. barrage routier devant, possible à passer, le véhicule de queue est en marche que le véhicule de tête en arrêté et doit être poussé (contact avec incendie et contact sans incendie) (dispositif explosif de circonstance simulé [IED]);
- g. barrage routier devant, possible à passer, tous les véhicules en marche, devant être poussés;
- h. barrage routier devant, impossible à passer, nécessitant des techniques d'impact (véhicules en marche);
- i. barrage routier devant, impossible à passer. Véhicules en marche utilisant des techniques de conduite inversée;
- j. contact à gauche, à droite, à l'avant et à l'arrière. Véhicules en marche;
- k. acteurs agressifs qui ne mettent pas la vie des candidats en danger qui conduisent des véhicules additionnels exigeant des actions de conduite non aggressive;
- l. scénarios qui comprennent la réquisition de véhicules et l'évacuation d'un lieu.

Les changements apportés aux tâches d'instruction susmentionnées ainsi que les renseignements concernant le lieu de la conduite tactique seront communiqués à l'entrepreneur par les FAC dans un délai minimal de cinq (5) jours civils, sous forme électronique.

3.2 TÂCHE 2 – INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT DE CHAMP DE TIR DYNAMIQUE

L'entrepreneur doit fournir les installations suivantes pour le personnel des FAC qui participe à l'instruction et doit pouvoir accommoder au minimum huit (8) et au maximum dix-huit (18) membres des FAC pour une formation au champ de tir d'une durée de 9 jours après le cours de conduite tactique énoncé au paragraphe 3.1. Cette instruction inclura six (6) membres des FAC supplémentaires qui dirigeront les scénarios d'instruction en plus des participants.

- 3.2.1 Des champs de tir pour l'entraînement avec des armes (milieu urbain et rural) conformément au paragraphe 3.2.8;
- 3.2.2 Des installations extérieures (c.-à-d. maisons de tir) qu'il est possible d'utiliser toute l'année sans interruption en ce qui a trait aux conditions météorologiques;
- 3.2.3 Dépôt d'armes avec système d'alarme d'environ 10 pi sur 10 pi capable d'entreposer des carabines et des caisses;
- 3.2.4 Au moins un (1) dépôt de munitions avec système d'alarme d'environ 5 pi sur 10 pi capable d'accueillir une quantité explosive nette (QEN) d'environ 50;
- 3.2.5 Des champs de tir conventionnels et de campagne qui doivent être conformes aux modèles d'usage et avoir un permis pour des munitions OTAN de 9 mm et 5.56 mm;
- 3.2.6 Une combinaison de champs de tir doit être automatisée pour assurer une exploitation efficace;
- 3.2.7 Les types de champ de tir exigés sont les suivants :
 - a. Secteur d'instruction bâti : l'entrepreneur doit posséder un secteur d'entraînement où le combat intérieur, les combats rapprochés et les techniques de brèche et de capture d'édifice peuvent être mises en pratique et confirmées. L'intérieur des bâtiments doit comprendre une combinaison de corridors et de coins et plusieurs pièces. Les combats rapprochés à tir réel sont préférables, mais des édifices où seules les munitions de marquage FX sont permises sont également acceptables. Au moins un bâtiment doit comprendre plusieurs étages;
 - b. Secteur d'instruction urbain : Doit être un complexe capable d'habiller l'instruction de jusqu'à 18 étudiants simultanément. Le complexe doit être conçu pour permettre l'utilisation de cartouches réelles ou à marquage FX ainsi que des effets pyrotechniques comme la fumée, de nuit comme de jour. Il doit être accessible à un minimum de 2 véhicules pour les manœuvres et les attaques avec et sans véhicule;
 - c. Champ de brèche de porte : fournir des portes mécaniques en bois internes et externes pour l'instruction d'ouverture de brèche (dans le cadre des combats rapprochés);
 - d. Champ de tir conventionnel (plat) de 5 à 200 m pouvant accueillir jusqu'à 18 étudiants pour le tir au pistolet et à la carabine;
 - e. Champ à distance inconnue : 5-400 m de champ sans marquage pour jusqu'à 18 tireurs, pour le tir à partir d'édifices et d'élévations variables;
 - f. Champ de contre-embuscade avec véhicule : Doit être un champ ouvert avec des routes de terre et des obstacles, ainsi que du terrain inégal offrant un arc de tir de 180 degrés à l'aide de munitions OTAN 9 mm et 5.56 mm, ainsi que des effets pyrotechniques comme la fumée. Le champ doit permettre les manœuvres de

2 véhicules le long d'une route d'au moins 2 km, permettant l'organisation de plusieurs secteurs d'embuscade, permettant aux participants de réagir aux embuscades de toutes les directions (c.-à-d. en avant, à gauche, à droite et en arrière du véhicule).

3.2.8 Les installations d'instruction doivent être facilement accessibles pour les services médicaux d'urgence (SMU), au plus à 15 minutes d'une installation médicale accréditée à une distance maximale de 45 milles du lieu d'instruction. Une ambulance aérienne doit être disponible si l'installation se trouve à plus de 45 milles; le déplacement aérien ne doit pas prendre plus de 30 minutes.

3.2.9 Le matériel de campagne, les barricades, les pièces, les fenêtres et les portes sont nécessaires pour l'exercice de balayage des pièces;

3.2.10 Les cibles de champ de tir, les pièces de rapiéçage et les cibles en acier de tailles variées pour les champs de tir;

3.2.11 Au besoin, un minimum de dix (10) cibles d'infanterie statiques avec télécommande doivent être disponibles pour l'instruction, avec un opérateur de cible;

3.2.12 L'équipement de premiers soins doit être disponible sur place. Les installations médicales doivent se trouver au plus à 45 milles du lieu d'instruction. Les services d'urgence du 911 doivent être disponibles dans le secteur d'instruction.

3.3 TÂCHE 3 – VÉHICULES

3.3.1 L'entrepreneur doit fournir n'importe lequel des types de véhicules suivants sur demande. Il s'agira habituellement d'une combinaison de divers véhicules (maximum de 4 véhicules en tout temps) :

- a. Véhicules utilitaires sport principaux (avec transmission automatique) – (comme des GMC Yukon, Ford Explorer, ou Toyota 4 Runner);
- b. Véhicules d'instruction secondaire (berline à 4 portes avec transmission automatique) – (au besoin, berline de taille moyenne);
- c. Véhicule hors route (camionnette 4 x 4 ou VUS);
- d. Véhicule cible (véhicule non fonctionnel employé comme barricade ou obstacle et destiné à être tamponné);
- e. Véhicule d'impact (employé pour les exercices d'ouverture de brèches dans une barricade)

3.4 TÂCHE 4 – ACTEURS

3.4.1 L'entrepreneur doit fournir jusqu'à quinze (15) acteurs de « population civile » pendant une période de 2 jours pendant les scénarios d'instruction urbaine, au besoin et sur demande. Les acteurs réagiront aux scénarios fournis par le personnel d'instruction des FAC.

3.5 SALLE DE CLASSE

- 3.5.1 L'entrepreneur doit fournir une salle de classe à température contrôlée pour les séances d'instruction théoriques qui peuvent accommoder 22 personnes. Les classes doivent être équipées de tableaux blancs standard, et de câbles pour le matériel de projection électronique.

4.0 REPAS, HÉBERGEMENT ET TRANSPORT

- 4.1 L'entrepreneur doit être en mesure de fournir les éléments suivants, au besoin :

4.1.1 Jusqu'à 3 repas par jour pour jusqu'à 22 personnes et accès à sa cafétéria ou à une salle à manger sur place ou à proximité du secteur d'instruction pendant les heures d'ouverture normales. L'entrepreneur doit assurer un approvisionnement illimité en eau potable pour les participants durant les heures d'instruction;

4.1.2 Toutes les installations contractuelles potentielles doivent être à une journée de voyage aérien d'Ottawa, en Ontario, au Canada.

4.1.3 L'entrepreneur doit pouvoir héberger 22 personnes sur place, avec au plus 2 par chambre, et fournir la literie, des zones d'ablutions et des installations de lessive. Si l'hébergement n'est pas disponible, un hébergement commercial doit se trouver à 45 minutes en voiture des installations d'instruction.

5.0 ENVIRONNEMENT

- 5.1 Toutes les installations doivent comprendre un plan de continuité pour les conditions d'hiver. La température moyenne des installations d'instruction ne doit jamais être de moins de 4 °C

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

L'entrepreneur sera payé un prix ferme en dollars canadiens pour offrir les services énoncés à l'annexe A. Le prix ferme ne comprend pas les taxes applicables (p. ex. TPS/TVH), FAB Destination, mais inclut les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Les taxes applicables seront toutefois ajoutées sur une ligne distincte à toute facture émise du fait de ce contrat.

L'utilisation prévue indiquée dans le présent document vise uniquement l'établissement d'un outil d'évaluation et est seulement fondée sur la meilleure estimation. Elle ne témoigne aucunement de l'utilisation réelle prévue ou de quelque engagement que ce soit de la part de la Couronne.

A. Année 1 (Émission de l'offre à commandes le 31 décembre 2017)

Point	Description	Unité de distribution	Nombre estimatif de cours par année (colonne A)	Nombre estimatif de participants (colonne B)	Prix ferme par participant (colonne C)	Prix total par année (colonne A x colonne B x colonne C)
1	Prix par participant pour les cours de conduite tactique et les champs de tir dynamiques, tel qu'énoncés dans l'annexe A, pour un minimum de huit (8) participants et un maximum de seize (16) participants. LIEU : à remplir par l'entrepreneur dans la DOC	Participant	3	12	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. Année d'option 1 (1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018)

Point	Description	Unité de distribution	Nombre estimatif de cours par année (colonne A)	Nombre estimatif de participants (colonne B)	Prix ferme par participant (colonne C)	Prix total par année (colonne A x colonne B x colonne C)
1	Prix par participant pour les cours de conduite tactique et les champs de tir dynamiques, tel qu'énoncés dans l'annexe A, pour un minimum de huit (8) participants et un maximum de seize (16) participants. LIEU : à remplir par l'entrepreneur dans la DOC	Participant	3	12	\$	\$

C. Année d'option 2 (1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019)

Point	Description	Unité de distribution	Nombre estimatif de cours par année (colonne A)	Nombre estimatif de participants (colonne B)	Prix ferme par participant (colonne C)	Prix total par année (colonne A x colonne B x colonne C)
1	Prix par participant pour les cours de conduite tactique et les champs de tir dynamiques, tel qu'énoncés dans l'annexe A, pour un minimum de huit (8) participants et un maximum de seize (16) participants. LIEU : à remplir par l'entrepreneur dans la DOC	Participant	3	12	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

A. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-170018/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-170018

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46094

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- r. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

ANNEXE «E»

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je, _____, reconnais que dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du marché portant le numéro de série _____ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et _____, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent entre autres les documents, les instructions, les directives, les données, le matériel, les avis et tous les autres renseignements reçus verbalement, électroniquement, sous forme imprimée ou autre, qu'ils soient désignés exclusifs ou de nature délicate ou non, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du marché.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou sous quelque forme que ce soit, les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada et qui a besoin de prendre connaissance de ces renseignements. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale formulée par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ces renseignements en violation de la présente entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du marché et que ces renseignements doivent demeurer la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survive à la fin du marché portant le numéro de série _____.